



La Parole à ...

*Paul ARKER,
Président de la CCI Lorraine*

La conférence de presse du 26 février 2014 réunissait les principales institutions lorraines autour du projet de l'A31 Bis.

Une année s'est écoulée. Quel bilan faites-vous ?

P. Arker : " Le bilan est intéressant et positif car la mobilisation autour du projet existe toujours. Il y a un véritable consensus général afin d'améliorer par des travaux appropriés cette colonne vertébrale qu'est l'A31. Pour les élus des cinq CCI de la région, eux-mêmes chefs d'entreprises, l'amélioration de l'A31 est une nécessité absolue, à tous les égards. Nous devons fluidifier le transit des camions, réduire le temps de trajet des travailleurs frontaliers et améliorer les conditions de sécurité pour l'ensemble des usagers. L'A31 présente une particularité avec la cohabitation difficile de plusieurs types de trafics : le transport familial où l'on emmène par exemple ses enfants au collège, le transport commercial interne à la région et enfin le transport des poids lourds arrivant d'Europe du Nord et qui empruntent l'A31 pour aller vers les pays du sud et réciproquement. Donc plusieurs typologies de conducteurs avec des habitudes de conduite et des contraintes horaires différentes. Tout cela crée un stress et a un effet anxiogène au point que certaines personnes refusent aujourd'hui de prendre l'A31 et empruntent ainsi les réseaux secondaires. "



"... si l'A31 bis ne se fait pas, nous hypothéquerons gravement et durablement l'avenir de notre région."

*Paul ARKER
Président de la CCI Lorraine*

Quels sont les enjeux de l'A31 Bis pour la Lorraine ?

P. Arker : " L'A31 Bis est une urgence absolue ! Des investisseurs privés reportent des projets d'implantation locale soit plus au nord de notre région, soit plus au sud afin d'éviter l'A31. C'est tout à fait dommageable tant en termes de développement économique pour la région qu'en termes d'emplois. Le Pôle Garolor, réalisé dans les années 80 à Ennery, perd aujourd'hui de son attractivité à cause des problèmes récurrents de l'A31 : ralentissements, embouteillages, accidents... Nous devons donc préserver les entreprises implantées dans le sillon lorrain et rendre notre région plus attractive pour attirer de nouvelles entités. "

L'A31 Bis est selon vous la solution à tous ces maux ?

P. Arker : " Ces maux ne sont pas une fatalité et des solutions existent. Techniquement, certains aménagements sont facilement réalisables et d'autres sont plus complexes. Nous devons nous concerter avec le Luxembourg car des solutions doivent aussi être trouvées au-delà de la frontière. Mais il ne faut pas se leurrer : tout cela ne pourra être réalisé sans l'intervention de financements privés. Aujourd'hui, il est clair que l'Etat à lui seul ne pourra pas supporter l'ensemble de l'opération. Tout le monde, élus, chefs d'entreprises, usagers... doit prendre conscience de cela. Il faudra mettre la main au porte monnaie, soit en tant que contribuable, soit en tant qu'usager. C'est une condition sine qua non à la réalisation du projet. Mais nous devons également tous avoir conscience que si l'A31 BIS ne se fait pas, nous hypothéquerons gravement et durablement l'avenir de notre région. "



La Parole à ...

Roger CAYZELLE

Président du CESE de Lorraine

Focus de Mr Cayzelle sur l'actualité du projet A31 Bis.

R. Cayzelle : " L'A31 doit être aménagée et il est primordial que les lorrains soutiennent ce projet qui est d'ailleurs classé " prioritaire " par l'Etat. Si nous partons exclusivement sur d'autres perspectives pour aménager cette autoroute, nous n'arriverons ni à la désengorger ni à la sécuriser comme cela doit être fait. "



" Nous soutenons ce projet avec force car il est vital pour l'avenir de notre région "

Roger CAYZELLE
Président du CESE Lorraine

" Les réunions qui se déroulent actuellement dans le cadre du débat public sont intéressantes. L'objectif ici est bien de recueillir l'avis des usagers. Par exemple, le contournement de Metz était à l'origine une voie rapide. Il est impératif aujourd'hui de le requalifier en autoroute et de réaliser les travaux qui s'imposent comme la mise en place de murs antibruit. Il en est de même pour le barrage de Toul-Dieulouard. S'il n'est pas réalisé, l'entrée ouest de Nancy sera toujours d'une extrême dangerosité. Nous avons été diligentés par l'Etat en 2004 pour étudier les possibilités de contournement de cet axe. Aujourd'hui, nous savons faire traverser une autoroute de façon intelligente avec la création de tunnels et tous les dispositifs nécessaires contre les nuisances sonores.

Toutes les questions soulevées par nos concitoyens méritent que l'on s'y intéresse. Bien sûr, celle du financement est délicate. Il me semble peu réaliste que l'A31 Bis puisse se faire sans la mise en place de péages, même s'il ne faut pas négliger l'apport possible mais difficile des fonds européens.

Nous soutenons ce projet avec force car il est vital pour l'avenir de notre région. A ce jour, les avis émis lors des réunions publiques sont plutôt favorables. C'est encourageant. Nous attendons avec impatience la fin d'année pour connaître la décision de l'Etat sur la poursuite ou non du projet. "

Propos recueillis pour l'IPEAL, diffusés sur la newsletter du site internet www.a31bis.fr